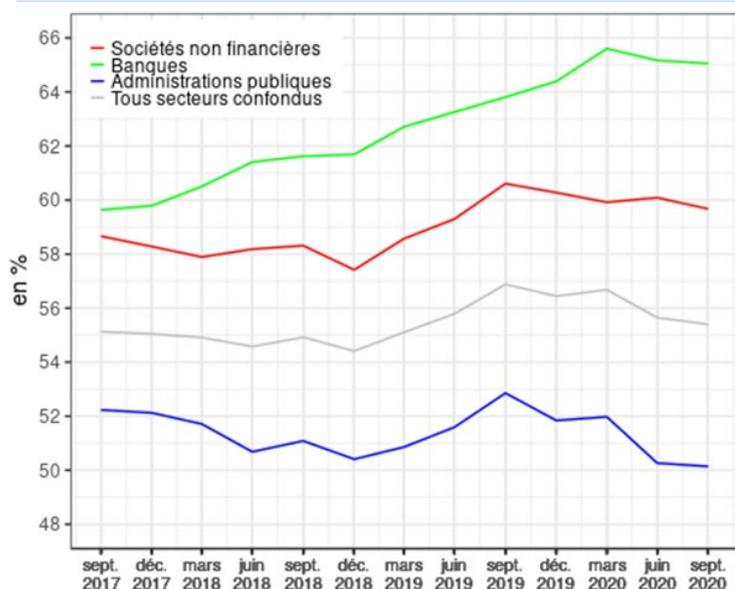


Émission et détention de titres français au 30 septembre 2020

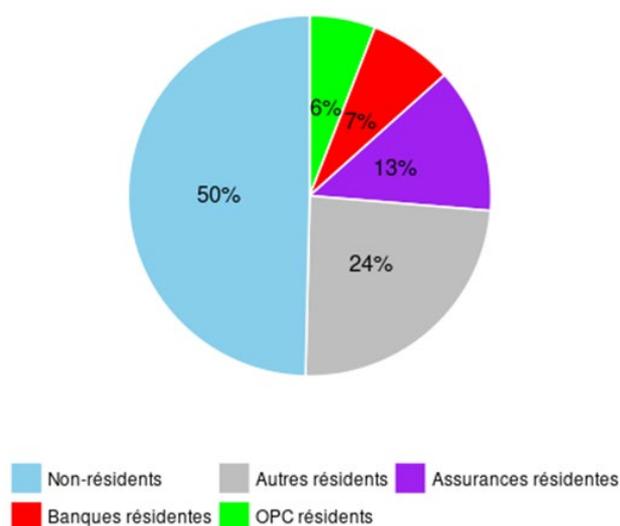
La dette à long terme française reste majoritairement détenue par des non-résidents

- Au troisième trimestre 2020, les émissions nettes de titres de dette français s'élèvent à 37 Mds €, un montant largement inférieur à celui, exceptionnel, du trimestre précédent (286 Mds €). Les administrations publiques émettent 42 Mds € de titres tandis que les banques remboursent 21 Mds €, principalement des titres de dette à court terme.
- Les non-résidents achètent 12 Mds € de titres de dette résidents, et 11 Mds € d'actions cotées résidentes.
- Au 30 septembre 2020, la part des non-résidents dans la détention de titres de dette de long terme s'établit à 55,4 %, après 55,7 % fin juin 2020. Ce léger mouvement suit une baisse plus importante observée sur les titres émis par les administrations publiques lors du deuxième trimestre 2020.

Graphique 1 : Détention par les non-résidents de la dette de long terme (par secteur émetteur résident)



Graphique 2 : Répartition par secteur détenteur des titres émis par les résidents (dettes totales et actions cotées) à fin septembre 2020



Les statistiques commentées dans le présent document sont élaborées par la Direction générale des statistiques, des études et de l'international de la Banque de France (direction de la balance des paiements). Les données relatives aux émissions sont établies à partir des déclarations des émetteurs et celles relatives aux détenteurs par les déclarations des teneurs de compte conservateur. Pour en savoir plus sur l'activité de tenue de compte – conservation de titres : <https://www.banque-france.fr/statistiques/parution-referance-name/conservation-de-titres>

Le long terme correspond aux émissions d'une durée initiale supérieure à un an.

Les données présentées ici sont susceptibles d'être révisées en fonction des corrections et compléments de collecte trimestriels et annuels.



Tableau 1 : ÉMISSIONS DE TITRES PAR SECTEUR ET PART DES NON RESIDENTS DANS LEUR SOUSCRIPTION

(Encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut	Émissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents	Emissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents
	Fin sept. 2020	Cumul 4 trimestres		T3 2020	
TOTAL	6 398	368	158	40	22
TITRES DE DETTE (1)	4 404	367	161	37	12
Sociétés non financières	703	78	29	12	4
Administrations publiques (4)	2 330	256	94	42	23
<i>dont émissions de court terme (4)</i>	<i>280</i>	<i>132</i>	<i>75</i>	<i>-7</i>	<i>-3</i>
<i>dont État (4)</i>	<i>2 050</i>	<i>165</i>	<i>26</i>	<i>39</i>	<i>10</i>
Banques (2)	1 179	21	30	-21	-16
<i>dont garanties par des actifs affectés</i>	<i>287</i>	<i>8</i>	<i>4</i>	<i>-5</i>	<i>-5</i>
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>198</i>	<i>-32</i>	<i>-11</i>	<i>-23</i>	<i>-14</i>
Institutions financières non monétaires (3)	192	12	8	4	0
ACTIONS COTÉES (1)	1 994	1	-3	3	11

- (1) L'encours des titres de dette est exprimé en valeur nominale, celui des actions en valeur de marché. Les flux d'achats/ventes sont exprimés en valeur de transaction.
(2) Hors impact des opérations internes aux groupes bancaires et y compris les émissions des sociétés de financement.
(3) Les institutions financières non monétaires émettrices regroupent notamment les assurances, les organismes de titrisation, les fonds communs de créance, les entreprises d'investissement.
(4) Émissions nettes totales, non consolidées (pas de rapprochement possible de ce fait avec l'encours de titres pris en compte pour la mesure de l'endettement public selon le Traité de Maastricht).

Tableau 2 : PART DES ÉMISSIONS FRANÇAISES DANS LA ZONE EURO

(valeurs nominales, encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut de la ZE	Part de la France dans l'encours de la ZE	Émissions brutes cumulées sur 4 trimestres. Fin sept. 2020		Part de la France dans les émissions brutes de la ZE cumulées sur 4 trimestres	
	Fin sept. 2020		France	Zone euro	Fin sept. 2020	Fin sept. 2019
TITRES DE DETTE	18 992	23%	2 591	8 929	29%	28%
Sociétés non financières	1 574	45%	392	887	44%	47%
Administrations publiques	9 598	24%	1 138	3 417	33%	37%
Banques	4 460	26%	912	2 828	32%	28%
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>511</i>	<i>39%</i>	<i>712</i>	<i>1 964</i>	<i>36%</i>	<i>30%</i>
Institutions financières non monétaires	3 360	6%	149	1 796	8%	7%

Source et réalisation : DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL

